



Le GSsA flingue du militaire depuis vingt ans

ANNIVERSAIRE DU GSSA • Le Groupe pour une Suisse sans armée est passé d'une association pacifiste à une force politique non négligeable. Retour sur son évolution avec Tobia Schnebli, secrétaire romand du GSsA.



Manifestation du 21 octobre 1989, sur la place Fédérale, en faveur de l'initiative pour une Suisse sans armée. «La fonction d'un groupe radical comme le nôtre est de poser les questions que d'autres ne se posent pas ou plus», explique Tobia Schnebli, secrétaire romand du GSsA. PHOTOS KEYSTONE

«Un tiers de oui serait déjà un énorme réconfort»

Comment est née la dernière initiative contre l'exportation d'armes?

La réflexion autour de l'interdiction d'exporter des armes est née dans le sillage des mobilisations contre les guerres déclenchées par les Etats-Unis et leurs alliés en Afghanistan et en Irak. Alors que les manifestations contre ces guerres atteignaient un taux de mobilisation sans précédent, on découvrait aussi que l'industrie de l'armement suisse livrait du matériel de guerre à la plupart des pays qui participaient à ces guerres.

Qu'attendez-vous des résultats du scrutin du 29 novembre?

Un taux d'un tiers ou plus de oui serait déjà un énorme réconfort par rapport à la dernière votation sur le même sujet (22% d'opinions favorables obtenus en juin 1997, nldr). Le score honorable d'une initiative, même si elle n'est pas acceptée, maintient la pression sur les autorités. Une minorité consistante peut un jour devenir une majorité. JMB

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-MARIE BANDERET

«Pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix.» Le 26 novembre 1989, à l'heure où la menace d'un réchauffement de la guerre froide s'estompée enfin, c'est en ces termes que le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) soumet sa première initiative au scrutin populaire. Le nouvel équilibre planétaire des forces – avec la disparition de la menace venue de l'Est – rend caduque la mission défensive de l'armée. Le mouvement pacifiste résume son utilité à ce slogan devenu célèbre: «L'armée, ça tue, ça pollue et ça rend con.» Alors, moins de morts, de pollution et de cons en 2009? Pas si sûr. Le combat se poursuit et évolue. Car s'il est vrai que la Suisse possède encore, vingt ans plus tard, une armée «classique» et une industrie d'armement prospère, le GSsA est devenu une force d'opposition sur laquelle il faut compter. Retour sur quelques événements marquants avec son secrétaire romand, Tobia Schnebli.

Le GSsA a soumis sa première initiative au peuple il y a tout juste vingt ans. Comment cela s'est-il passé?

Tobia Schnebli Au début des années quatre-vingt, en Allemagne, l'important mouvement pacifiste contre l'installation des euromissiles de l'OTAN et des Soviétiques des deux côtés du rideau de fer a traversé les frontières. D'immenses manifestations ont rassemblé 40 000 personnes à Berne à la même époque. Avec le déploiement des missiles, la ferveur pacifiste est retombée. C'est dans ce contexte que le GSsA est né en 1982. Il a fallu du temps et des négociations avant que soit déposée l'initiative, tant elle était iconoclaste. Mettre à bas le pivot de la défense nationale ne paraissait pas envisageable, à gauche

comme à droite. Et quand bien même des partis soutenaient l'idéal pacifiste, ils décourageaient le GSsA, estimant que s'attaquer de front aux militaires était une erreur tactique.

Mais l'initiative a été soumise au scrutin. Quelles en ont été les répercussions?

L'utilité de l'armée telle qu'elle la défendait elle-même pendant la guerre froide, c'est-à-dire une force contre l'avancée du «péril rouge», n'était plus crédible. La plus grande peur portait sur une guerre nucléaire, et la petite armée de milice suisse n'aurait pas pu faire grand-chose contre les éventuels neutrons soviétiques. Puis, avec la détente, la menace s'est estompée. Le discours en faveur de la conservation d'une armée de défense nationale a perdu de son sens auprès de nombreux votants. Ce qui explique le score du scrutin du 26 novembre 1989, soit plus de 35% en faveur du démantèlement de l'armée, et que deux cantons, Genève et le Jura, ont accepté l'initiative. Un succès inattendu, qui a surtout eu le mérite de «mettre le roi à nu» et de soulever le couvercle des casseroles malpropres de la politique suisse. Et de démystifier l'armée. Un événement sans précédent qui fera dire au maire de Berlin de l'époque, Walter Momper, que les deux événements les plus marquants de l'année 1989 ont été la chute du Mur et la votation en Suisse.

Avec la dissolution du Pacte de Varsovie, les espoirs de voir disparaître les deux machines de guerre ont repris. Mais ils ont rapidement été déçus. L'OTAN est demeuré, et le «dividende de la paix» s'est achevé avec le début de la guerre du Golfe en 1991. Vingt ans après, les dépenses militaires au niveau global dépassent celles de la guerre froide.

L'intitulé de la première initiative du GSsA détermine explicitement

les buts du mouvement. S'agissait-il d'un choix tactique?

Porter le débat sur l'abolition pure et simple de l'armée était indispensable. Cette position claire définit le GSsA. Mais elle est à double tranchant, elle sert et le dessert à la fois. Elle a le mérite d'empêcher que les questions de fond ne soient éludées. En revanche, elle a souvent permis à nos adversaires de contourner des points précis des discussions. On nous accuse de «saucissonnage», de vouloir – à défaut d'éliminer l'armée d'un coup – l'amputer par tranches successives. Le débat glisse alors du projet en cours vers les principes de fond, ce qui peut s'avérer très contre-productif.

Comment une association antimilitariste est-elle devenue une force politique quasi institutionnelle?

A l'inverse de plusieurs mouvements antimilitaristes européens, le GSsA a une place dans les discussions politiques. Un cas spécifique à la Suisse qui s'explique d'une part par l'énorme importance de l'armée dans les mentalités pendant la Seconde Guerre mondiale et tout au long de la guerre froide. C'est d'ailleurs

l'omniprésence de l'armée qui a donné lieu au débat de 1989. D'autre part, le GSsA a su exploiter les instruments de la démocratie parlementaire en parallèle à la mobilisation populaire. Aujourd'hui, l'armée perd sa place dans la société. Ses opposants portent le débat sur la politique de sécurité de la Suisse dans le contexte international.

Vous êtes-vous sentis isolés dans votre lutte?

Le GSsA a le souci de former des alliances, car le fonctionnement de notre politique l'exige. Les thèmes proposés doivent recevoir l'approbation du public le plus large possible, sans quoi les initiatives ou les référendums n'aboutiraient jamais. Il y a donc des projets initiés par le GSsA puis soutenus par d'autres groupes, comme l'initiative contre l'achat des F/A-18 déposée en 1992, l'instauration du service civil volontaire à la place de l'armée en 1997 ou des projets cantonaux comme «Genève, république de paix» en 2000. Et d'autres projets rejointes par le GSsA, comme l'initiative pour une réduction de moitié des dépenses de l'armée et celle sur l'interdiction d'exporter de l'armement en 1997, ou le référendum de 2001 interdisant aux sol-

datés suisses à l'étranger de porter des armes.

Quel événement choisiriez-vous pour décrire le plus grand succès du GSsA?

A part le succès de la première initiative en 1989, l'ampleur et la ferveur de la manifestation contre la guerre en Irak le 15 février 2003 reste le meilleur souvenir du succès d'une mobilisation. Et pas seulement en Suisse. Le *New York Times* avait alors parlé de ce mouvement global comme étant la «deuxième plus grande puissance mondiale». Ce sont d'ailleurs des fonds récoltés par la vente des drapeaux «pace», soit environ un franc pièce, que le GSsA a pu financer le lancement de l'initiative soumise au scrutin le 29 novembre prochain. Un pied de nez aux 200 000 francs payés par l'entreprise d'armement RUAG, propriété de la Confédération, pour sa campagne!

Et pour illustrer son heure la plus sombre?

C'est sans doute l'issue de la deuxième votation sur la suppression de l'armée, le 2 décembre 2001. Les réflexes sécuritaires étaient très forts après les attentats du 11 septembre 2001. Le score de 22% a contredit de façon cinglante les premières mobilisations pacifistes contre la guerre en Afghanistan.

Le contexte politique, économique et militaire a changé en vingt ans. Comment le GSsA s'adapte-t-il?

La dimension internationale du débat pacifiste s'est renforcée après la fin de la guerre froide. La guerre globale et permanente qui découle des attentats du 11 septembre a changé la donne. La politique militaire suisse a du mal à se développer dans ce contexte. Le GSsA a aussi dû s'adapter de ce changement et déplacer son combat. C'est dans ce cadre que s'inscrivait par exemple le référendum de 2001

contre l'armement des soldats suisses à l'étranger.

La place du GSsA dans le paysage politique suisse a-t-elle évolué?

L'évolution des mentalités ne dépend qu'en partie minime du GSsA. Elle fluctue au gré des préoccupations quotidiennes des gens et des médias. La crise aidant, on assiste à des réflexes identitaires, au repli sur soi et donc à la désolidarisation des causes communes. La fonction d'un groupe radical comme le nôtre est de poser les questions que d'autres ne se posent pas ou plus, en fonction des événements. Ainsi, dans les années 1990, il fallait contrer l'argumentaire en faveur des «guerres humanitaires», censées libérer les peuples du joug dictatorial, comme dans les Balkans. Avec la guerre contre le terrorisme, c'est contre le discours sécuritaire que nous devons argumenter aujourd'hui.

L'action des militants s'est-elle aussi transformée?

La mobilisation évolue. Le GSsA doit adapter ses instruments de communication et de sensibilisation. Aujourd'hui, les soirées «traditionnelles» n'attirent plus que quelques individus. Par contre, les flashmobs ou les clips d'artistes sur internet ont davantage d'impact. Il suffit de poser les bonnes questions pour susciter une réponse, notamment chez les plus jeunes. Adapter nos méthodes de communication est un des enjeux. Mais un travail de fond plus traditionnel se poursuit en parallèle. De nouveaux adhérents nous rejoignent, mais il leur est beaucoup plus difficile de dégager du temps pour militer qu'il y a vingt ans, la situation de l'emploi leur interdisant de trop s'absenter. Les jeunes ont donc moins de disponibilité sur un plan pratique, mais le soutien idéologique ne se perd pas. I

